Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Saint-Urbain-Premier tenue le 8 avril 2019 à vingt heures au centre municipal conformément aux dispositions du Code municipal et des règlements municipaux applicables.

Sont présents madame la conseillère Nicole Ste-Marie et messieurs les conseillers Patrice Boisjoli, Sylvain Mallette, Lucien Thibault et Sylvain Roy sous la présidence de monsieur le maire Réjean Beaulieu.

Est présent monsieur Michel Morneau, directeur général et secrétaire-trésorier.

Est absent, monsieur le conseiller Marc-Antoine Thibault.

1. Ouverture de la séance

Monsieur le maire Réjean Beaulieu constate le quorum et déclare la séance ouverte à vingt heures.

2. Adoption de l'ordre du jour

19-04-81

Il est proposé par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'adopter l'ordre du jour suivant avec le point varia ouvert :

1. Ouverture de la séance
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Procès-verbal
 - .1 séance ordinaire du 18 mars 2019
4. Suivi du dernier conseil
5. Première période de questions du public (15 minutes)

ORIENTATION ET DÉCISION DU CONSEIL MUNICIPAL

6. Déneigement et entretien hivernal – saison 2019-2020 (R)
 - .1.contrat gré à gré
7. Projet de règlement numéro 402-19 remplaçant le règlement 360-16 portant sur la gestion des matières résiduelles (R)
8. Développement de la rue de l'école et Ste-Marie
 - .1 Règlement modifiant le règlement de zonage – premier projet de règlement numéro 405-19 modifiant le règlement de zonage numéro 204-02, de façon revoir les normes de développement des terrains sur la rue de l'école et sur la rue Ste-Marie et modifier les normes relatives au projet intégré (R)
 - .2 Règlement modifiant le règlement permis et certificats – avis de motion et projet de règlement numéro 406-19 modifiant le règlement des permis et certificats numéro 201-02 (R)
 - .3 Règlement modifiant le PIIA – avis de motion et projet de règlement numéro 407-19 règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 281-11 (R)
 - .4 Règlement modifiant le règlement de construction numéro 203-02– avis de motion
9. Cours d'eau
 - .1 Avis de motion et projet de règlement numéro 403-19 – taxation de la branche 41 de la rivière des fèves (R)
 - .2 Avis de motion et projet de règlement numéro 404-19 – taxation de la branche 42 de la rivière des fèves (R)
10. RIAVC – résolution de bonification de la demande d'arbitrage (R)
11. Contrats et services
 - .1 Achat de sel – saison 2019-2020 (R)
 - .2 Omnivigil (R)
 - .3 SURVI-Mobile (R)
12. Service 211- Appui à la MRC Jardins de Napierville
13. Membres du CCU

.1 renouvellement (R)

DOSSIERS SOUMIS POUR FINS D'APPROBATION

14. Finances municipales (R)
 - .1 Adoption des dépenses
 - .2 Flux de trésorerie
 - .3 Dépassement de postes budgétaires
15. Demande d'appui financier (R)
 - .1- Fondation Anna-Laberge – coup de cœur de José Gaudet
 - .2- Maison des jeunes – L'entracte
16. Utilisation de l'emprise publique - tournage - 5ieme rang

DOSSIERS D'INFORMATION

17. Correspondances au conseil
 - .1 – CAMF – On jase tu
 - .2 – Souper du Diosèse
 - .3 – MMQ - Cyberrisques
 - .4 – OMH – États financiers
 - .5 – TECQ – bonification
 - .6 – Branche 5B et 5E, avis de convocation des intéressés
 - .7 – MRC – Redevance
 - .8 – MRC – collecte matières organiques
18. Rapport des élus
19. Dépôt des rapports internes
 - .1 Statistiques des permis et des certificats – mois de mars 2019
20. Deuxième période de questions du public (15 minutes)
21. Levée de la séance

ADOPTÉ

3. Procès-verbal

3.1 Séance ordinaire du 18 mars 2019

19-04-82

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Roy

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 18 mars 2019 tel que déposé.

ADOPTÉ

4. Suivi du dernier conseil

Il n'y a pas de suivi à effectuer du dernier conseil.

5. Première période de questions du public

Une citoyenne explique les services offerts de la maison des jeunes l'Entracte

Un citoyen demande d'enlever sa taxe des vidanges de l'année en cours.

Une citoyenne mentionne qu'une enseigne directionnelle est tombée sur le chemin Grande-Ligne.

Une citoyenne demande de placer le texte du procès-verbal de la séance du Conseil en ligne sur le site internet de la municipalité plus rapidement.

Un citoyen demande des informations concernant l'entretien du terrain de balle.

ORIENTATION ET DÉCISION DU CONSEIL MUNICIPAL

6. Déneigement et entretien hivernal – saison 2019-2020

6.1 Contrat gré à gré

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Urbain-Premier désire retourner en contrat gré à gré avec le fournisseur actuel de la saison 2018-2019;

CONSIDÉRANT QUE le règlement portant sur la gestion contractuelle a été adopté par la Municipalité le 20 août 2018 par la résolution portant le numéro 15-08-215 remplaçant la politique de gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la résolution 19-03-77 visant le soutien de nos aviseurs légaux dans la démarche;

CONSIDÉRANT QUE la recommandation du directeur général Michel Morneau en gestion contractuelle;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-83

Il est proposé par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser le directeur général, monsieur Michel Morneau à procéder de gré à gré avec Ferme Serge et Marcel Dubuc inc. pour le Déneigement et entretien hivernal – saison 2019-2020 selon le cahier de charge.

ADOPTÉ

7. Projet de règlement numéro 402-19 remplaçant le règlement 360-16 portant sur la gestion des matières résiduelles

- ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier désire revoir le règlement 360-16 portant sur la gestion des matières résiduelles afin d'y intégrer notamment un cadre normatif sur les matières organiques;
- ATTENDU QUE cette démarche répond aux objectifs fixés par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles;
- ATTENDU QUE conformément à cette politique, il sera interdit d'éliminer des matières organiques d'ici 2020;
- ATTENDU QUE ce geste législatif répond à l'atteinte de différentes actions du Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) 2016-2020 de la MRC de Beauharnois-Salaberry
- ATTENDU QU' une copie du projet de règlement a été remise aux élus le 03 avril 2019
- ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a été donné lors d'une séance ordinaire tenue le 18 mars 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-84

Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

De déposer le projet de règlement numéro 402-19 remplaçant le règlement 360-16 portant sur la gestion des matières résiduelles.

ADOPTÉ

8. Développement de la rue de l'École et Ste-Marie

8.1 Règlement modifiant le règlement de zonage – premier projet de règlement numéro 405-19 modifiant le règlement de zonage numéro 204-02, de façon à revoir les normes de développement des terrains sur la rue de l'École et sur la rue Ste-Marie et modifier les normes relatives au projet intégré

- ATTENDU QUE la municipalité peut effectuer des modifications à sa réglementation en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- ATTENDU QUE certaines modifications au Règlement de zonage portant le numéro 204-02 s'avèrent nécessaires afin d'assurer un développement harmonieux des espaces vacants de la rue de l'École et de la rue Ste-Marie;

- ATTENDU QU' un niveau de densification s'avère essentiel afin de prévenir l'étalement du noyau villageois à même les terres agricoles;
- ATTENDU QU' il est opportun de ne pas laisser d'espace vacant important sans vocation urbaine à l'intérieur du périmètre urbain;
- ATTENDU QU' une diversification des types d'habitation s'impose;
- ATTENDU QUE ceci est appuyé par la démarche de la politique MADA et la politique familiale;
- ATTENDU QU' une copie du projet de règlement a été remise aux élus le 03 avril 2019

EN CONSÉQUENCE,

19-04-85

Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

Que le premier projet de règlement numéro 405-198 modifiant le règlement de zonage numéro 204-02, de façon à revoir les normes de développement des terrains sur la rue de l'École et sur la rue Ste-Marie, modifier les normes relatives au projet intégré soit adopté et qu'il soit décrété et statué par le règlement.

Que les élus déterminent la date de la séance de consultation publique lors de la publication de l'avis public.

ADOPTÉ

8.2 Règlement modifiant le règlement permis et certificats – avis de motion et projet de règlement numéro 406-19 modifiant le règlement des permis et certificats numéro 201-02

Avis de motion est, par la présente, donné par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli, qu'à une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de modifier le règlement des permis et certificats numéro 201-02 afin d'y insérer des obligations spécifiques aux projets intégrés dans le cadre de l'étude des demandes d'autorisation.

- ATTENDU QUE la municipalité peut effectuer des modifications à sa réglementation en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- ATTENDU QUE certaines modifications au Règlement des permis et certificats portant le numéro 201-02 s'avèrent nécessaires afin d'intégrer notamment la notion de projet intégré;

ATTENDU QUE les élus ont reçu une copie de ce règlement le 4 avril 2019;

ATTENDU QU' un avis de motion est donné le 8 avril 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-86

Il est proposé par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'adopter le projet de règlement numéro 406-19 modifiant le règlement des permis et certificats numéro 201-02 tel que déposé.

Que les élus déterminent la date de la séance de consultation publique lors de la publication de l'avis public.

ADOPTÉ

8.3 Règlement modifiant le PIIA – avis de motion et projet de règlement numéro 407-19 règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 281-11

Avis de motion est, par la présente, donné par monsieur le conseiller Sylvain Mallette, qu'à une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de modifier le projet de règlement numéro 407-19 règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 281-11 afin d'y retirer l'obligation de contrôle architectural selon les critères et objectifs du plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour la zone H-3.

ATTENDU QUE la municipalité peut effectuer des modifications à sa réglementation en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

ATTENDU QU' une modification s'avère nécessaire afin d'ajuster les normes suite à la révision des normes globales du développement de la rue de l'École et la rue Ste-Marie;

ATTENDU QUE les élus ont reçu une copie de ce règlement le 4 avril 2019;

ATTENDU QU' un avis de motion est donné le 8 avril 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-87

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Mallette

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'adopter le projet de règlement numéro 407-19 règlement relatif aux plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 281-11 tel que déposé.

Que les élus déterminent la date de la séance de consultation publique lors de la publication de l'avis public.

8.4 Règlement modifiant le règlement de construction numéro 203-02– avis de motion

Avis de motion est, par la présente, donné par monsieur le conseiller Sylvain Roy, qu'à une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de modifier le règlement de construction numéro 203-02 afin d'imposer une résistance sonore aux logements de type bifamilial et trifamilial. Les logements de type multifamilial sont déjà visés par cette obligation.

9. Cours d'eau

9.1 Avis de motion et projet de règlement numéro 403-19 – taxation de la branche 41 de la Rivière des Fèves

Avis de motion est, par la présente, donné par monsieur le conseiller Sylvain Roy, qu'à une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de tarifier les travaux effectués et les expertises reçues dans le cadre des travaux d'entretien de la branche 41 de la rivière des Fèves.

ATTENDU QU' une demande a été déposée visant l'entretien de la branche 41 de la rivière des Fèves;

ATTENDU QUE la municipalité a appuyé la demande pour la branche 41 de la rivière des Fèves par la résolution numéro 16-06-191 en date du 13 juin 2016;

ATTENDU QUE ces travaux ont été effectués sous surveillance de chantier;

ATTENDU QUE les élus ont reçu une copie de ce projet de règlement le 3 avril 2019;

ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance régulière tenue le 8 avril 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-88

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Roy

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

De déposer le projet de règlement numéro 403-19 – taxation de la branche 41 de la Rivière des Fèves tel que déposé.

ADOPTÉ

9.2 Avis de motion et projet de règlement numéro 404-19 – taxation de la branche 42 de la Rivière des Fèves

Avis de motion est, par la présente, donné par madame la conseillère Nicole Ste-Marie, qu'à une prochaine séance du Conseil, il sera présenté pour adoption un règlement ayant pour but de tarifier les travaux effectués et les expertises reçues dans le cadre des travaux d'entretien de la branche 42 de la rivière des Fèves.

ATTENDU QU' une demande a été déposée visant l'entretien de la branche 42 de la rivière des Fèves;

ATTENDU QUE la municipalité a appuyé la demande pour la branche 42 de la rivière des Fèves par la résolution numéro 16-05-170 en date du 9 mai 2016;

ATTENDU QUE ces travaux ont été effectués sous surveillance de chantier;

ATTENDU QUE les élus ont reçu une copie de ce projet de règlement le 3 avril 2019;

ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance régulière tenue le 8 avril 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-89

Il est proposé par madame la conseillère Nicole Ste-Marie

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

De déposer le projet de règlement numéro 404-19 – taxation de la branche 42 de la Rivière des Fèves tel que déposé.

ADOPTÉ

10. RIAVC – résolution de bonification de la demande d'arbitrage

CONSIDÉRANT l'entente intermunicipale relative à la Régie intermunicipale d'Aqueduc de la Vallée de Châteauguay intervenue entre les municipalités Mercier, Sainte-Martine, Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier laquelle entraine en vigueur le 1^{er} janvier 2000;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article 14 de cette entente relatives à son renouvellement;

CONSIDÉRANT la lettre du 21 décembre 2018 de monsieur Marc Croteau, sous-ministre du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation proposant aux parties de demander à la Commission municipale du Québec un arbitrage conventionnel conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi sur la Commission municipale (RLRQ, c. C-35);

EN CONSÉQUENCE,

19-04-90

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Mallette

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

Que ce conseil demande à la Commission municipale du Québec de procéder à un arbitrage conventionnel entre les parties membres de la Régie intermunicipale d'Aqueduc de la Vallée de Châteauguay conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi sur la Commission municipale (RLRQ, c. C-35) afin de renouveler l'entente entre les municipalités de Mercier, Sainte-Martine, Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier laquelle entrait en vigueur le 1er janvier 2000.

ADOPTÉ

11. Contrats et services

11.1 Achat de sel – saison 2019-2020

CONSIDÉRANT la Municipalité de Saint-Urbain-Premier a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) de préparer, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de sel de déglacage des chaussées (chlorure de sodium);

CONSIDÉRANT QUE les articles 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.1 du Code municipal : permettent à une organisation municipale de conclure avec l'UMQ une entente ayant pour but l'achat de matériel; précisent que les règles d'adjudication des contrats par une municipalité s'appliquent aux contrats accordés en vertu du présent article et que l'UMQ s'engage à respecter ces règles; précisent que le présent processus contractuel est assujéti à la

Politique de gestion contractuelle de l'UMQ pour ses ententes de regroupement adoptée par le conseil d'administration de l'UMQ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier désire participer à cet achat regroupé pour se procurer le sel de déglacage des chaussées (chlorure de sodium) dans les quantités nécessaires pour ses activités et selon les règles établies au document d'appel d'offres préparé par l'UMQ;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-91

Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

QUE le préambule fasse partie intégrante des présentes comme si récité au long;

QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier confie, à l'Union des municipalités du Québec (UMQ), le mandat de préparer, en son nom et celui des autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour adjudger un contrat d'achat regroupé du chlorure de sodium nécessaire aux activités de la Municipalité, pour la saison 2019-2020;

QUE pour permettre à l'UMQ de préparer son document d'appel d'offres, la Municipalité de Saint-Urbain-Premier s'engage à lui fournir les quantités de chlorure de sodium dont elle aura besoin annuellement en remplissant la fiche d'information et en la retournant à la date fixée;

QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier confie, à l'UMQ, le mandat d'analyse des soumissions déposées et de l'adjudication des contrats;

QUE si l'UMQ adjudge un contrat, la Municipalité de Saint-Urbain-Premier s'engage à respecter les termes de ce contrat comme si elle l'avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjudgé;

QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier reconnaît que l'UMQ recevra, directement de l'adjudicataire, des frais de gestion, correspondant à un pourcentage du montant total facturé avant taxes à chacune des municipalités participantes. Pour la saison 2019-2020, ce pourcentage est fixé à 1 % pour les

organisations municipales membres de l'UMQ et à 2 % pour les non-membres de l'UMQ;

QU' un exemplaire signé et conforme de la présente résolution, soit transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉ

11.2 Omnivigil

CONSIDÉRANT QUE l'article 194 de la Loi sur la sécurité civile stipule qu'avant l'entrée en vigueur du premier schéma de sécurité civile qui la lie, toute municipalité locale doit s'assurer que sont en vigueur sur son territoire, et consignés dans un plan de sécurité civile, des procédures d'alerte et de mobilisation ainsi que des moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre que peut déterminer le ministre par règlement;

CONSIDÉRANT le règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre;

CONSIDÉRANT QU' à compter du 9 novembre 2019, les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux définis dans le Règlement devront être en vigueur sur le territoire de chacune des municipalités locales québécoises;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Urbain-Premier a reçu la subvention du Ministère de la Sécurité Publique au volet 2 – soutien des actions de préparation aux sinistres;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités de Sainte-Martine, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Stanislas-de-Kostka et Saint-Urbain-Premier ont regardé différentes solutions technologiques afin de se munir d'un automate d'appels;

CONSIDÉRANT les différentes recherches, les municipalités avaient arrêté leur choix sur le produit du fournisseur Code Red, acquisition devant être effectuée par la municipalité de Sainte-Martine aux noms des autres municipalités;

CONSIDÉRANT QUE l'acquisition n'a pas eu lieu puisque notamment la municipalité ne voulait plus être le maître-d'œuvre;

CONSIDÉRANT QUE l'offre de service numéro 114643 du 13 février 2019 et la soumission 20190108-08 du 8 janvier 2019 du fournisseur Omnivigil aux municipalités de Sainte-Martine, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Stanislas-de-Kostka et Saint-Urbain-Premier;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-92

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Mallette

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser le directeur général Michel Morneau à conclure une entente gré à gré avec le fournisseur Omnivigil afin de mettre sur pied un service d'automate d'appels d'urgence pour la Municipalité de Saint-Urbain-Premier répondant aux exigences de la Loi sur la sécurité civile selon l'offre de service numéro 114643 du 13 février 2019 et la soumission 20190108-08 du 8 janvier 2019.

ADOPTÉ

11.3 SURVI-Mobile

CONSIDÉRANT QUE le service de sécurité des incendies utilise le service SURVI-mobile depuis plus d'un an;

CONSIDÉRANT QUE ce service permet d'instaurer une communication bidirectionnelle avec les cellulaires des pompiers;

CONSIDÉRANT QUE ce système visant à communiquer avec le personnel permet d'assurer une meilleure gestion des délais d'intervention en tenant compte des déplacements vers la caserne des pompiers;

CONSIDÉRANT QUE la gestion des entraides est facilitée et aussi plus efficace.

CONSIDÉRANT QUE le directeur du service de sécurité des incendies monsieur Philippe Thibault recommande ce produit.

EN CONSÉQUENCE,

19-04-93

Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser le renouvellement du contrat du système Survi-mobile de la centrale d'appel CAUCA d'un montant de 1 723.63\$ par année.

Que les frais de gestion mensuels sont établis au démarrage du projet au montant de 165.56\$ par mois pour 18 pompiers.

ADOPTÉ

D'autoriser le directeur général, monsieur Michel Morneau, à signer un contrat de trois ans avec la centrale d'appel CAUCA pour l'utilisation du service SURVI-MOBILE.

12. Service 211- Appui à la MRC Jardins de Napierville

CONSIDÉRANT QUE la MRC Jardin-de-Napierville instaure sur son territoire un service 211 ;

CONSIDÉRANT QUE ce service d'information et référence a besoin d'un routage du centre de distribution, ceci exigé par le fournisseur Bell;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités Sainte-Clotilde et Hemmingford, Saint-Chrysostome et dans une moindre mesure Franklin, Havelock, Saint-Urbain-Premier et Très-Saint-Sacrement sont comprises dans ce centre de distribution;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-94

Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Roy

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'appuyer la démarche de la MRC Jardins-de-Napierville d'instauration du programme 211 sur son territoire.

D'autoriser la MRC Jardin-de-Napierville à procéder au Routage approprié afin de mettre en place le système 211.

ADOPTÉ

13. Membres du CCU

13.1 Renouvellement

CONSIDÉRANT QU' le règlement sur le Comité Consultatif d'Urbanisme numéro 205-02;

CONSIDÉRANT QUE la durée du mandat est de 2 ans en vertu de l'article 13 de ce règlement;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de renouveler certains membres du Comité Consultatif d'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-95

Il est proposé par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

De renouveler les membres suivants :

Madame Marie-Michèle Côté

Messieurs Joël Beaudoin, Claude Monière, Jean-Luc Miller

Pour un mandat de 2 ans.

ADOPTÉ

DOSSIERS SOUMIS POUR FINS D'APPROBATION

14. Finances municipales

14.1 Adoption des dépenses

19-04-96

Il est proposé par madame la conseillère Nicole Ste-Marie

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

Que la liste des comptes à payer pour la période du 19 mars 2019 au 8 avril 2019 inclusivement, totalisant un montant de 90 937.62\$ est adoptée et peut être payée. La liste de ces dépenses est incluse dans un registre prévu à cette fin. Elle sert également de registre des dépenses au sens du règlement numéro 385-18 déléguant au directeur général et au directeur du service de sécurité des incendies certains pouvoirs d'autoriser des dépenses et de passer des contrats, et du règlement numéro 246-07 et son amendement soit le règlement 386-18 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires.

ADOPTÉ

14.2 Flux de trésorerie - État

Monsieur le directeur général Michel Morneau explique le flux de trésorerie. Au 1^{er} avril 2019, l'état du compte bancaire est de 364 595\$ et qu'un solde de 360 595\$ est anticipé au 30 avril de l'année courante.

14.3 Dépassement des postes budgétaires

CONSIDÉRANT le règlement numéro 385-18 déléguant au directeur général, à un officier municipal ou un responsable d'activités budgétaires certains pouvoirs d'autoriser des dépenses et de passer des contrats;

CONSIDÉRANT le règlement numéro 246-07 décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires;

CONSIDÉRANT QUE les élus désirent s'assurer du bon fonctionnement de la municipalité en autorisant les dépenses appropriées de l'année courante 2019;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-97 Il est proposé par monsieur le conseiller Lucien Thibault

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser le directeur général, monsieur Michel Morneau, à procéder aux dépenses appropriées aux postes budgétaires ciblés soit :

# DE POSTE	POSTE DE DÉPENSE	ÉCART	EXPLICATION
02-32000-525	Entretien véhicule - voirie	-24.76\$	Inspection et réparation camion
02-32000-965	Immatriculation	-1402.59\$	Immatriculation
02-70130-522	Entretien patinoire	-213.92\$	Plus d'heures pour entretenir la patinoire

en raison du dépassement des sommes allouées au budget.

ADOPTÉ

15. Demande d'appui financier

19-04-98 Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Mallette

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'offrir un appui financier à l'organisme

.1 Fondation Anna-Laberge
– coup de cœur de José Gaudet 100 \$

ADOPTÉ

19-04-99 Il est proposé par monsieur le conseiller Sylvain Mallette

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'offrir un appui financier à l'organisme
.2 Maison des jeunes – L'entracte 510 \$

ADOPTÉ

16. Utilisation de l'emprise publique - tournage - 5ieme rang

CONSIDÉRANT QUE production mm saison 1 inc. désire tourner des scènes près du 34, rue du Forgeron le 16 avril 2019;

CONSIDÉRANT QUE le tournage de la série 5^e rang installera ses équipements dans l'emprise du chemin;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-100

Il est proposé par monsieur le conseiller Patrice Boisjoli

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser l'utilisation de l'emprise publique de la rue du Forgeron à proximité du 34 rue du Forgeron le 16 avril 2019 selon le plan proposé par la production mm saison 1 inc. dans le courriel du 2 avril de la directrice des lieux de tournage madame Rachel Daoust.

ADOPTÉ

INFORMATIONS AUX CITOYENS

17. Correspondance au conseil

La correspondance au conseil est déposée.

- .1 – CAMF – On jase tu
- .2 – Souper du Diosèse
- .3 – MMQ - Cyberrisques
- .4 – OMH – États financiers
- .5 – TECQ – bonification
- .6 – Branche 5B et 5E, avis de convocation des intéressés - carte
- .7 – MRC – Redevance
- .8 – MRC – collecte matières organiques
- .9 – Secrétariat Jeunesse - Subvention

18. Rapport des élus

Madame la conseillère Nicole Ste-Marie effectue son rapport du mois de mars 2019.

Monsieur le conseiller Sylvain Mallette effectue son rapport du mois de mars 2019.

Monsieur le conseiller Sylvain Roy effectue son rapport du mois de mars 2019.

Monsieur le conseiller Lucien Thibault effectue son rapport du mois de mars 2019.

Monsieur le conseiller Patrice Boisjoli effectue son rapport du mois de mars 2019.

Monsieur le maire Réjean Beaulieu effectue son rapport du mois de mars 2019

19. Dépôt des rapports internes

19.1 Permis et urbanisme - statistiques des permis et des certificats

Le rapport des permis de construction pour le mois de mars 2019 est déposé.

20. Varia

20.1 Vente de garage

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Urbain-Premier détermine la ou les dates annuelles de vente de garage sur son territoire;

CONSIDÉRANT QUE cette disposition est conforme au règlement numéro 345-15 portant sur les ventes de garage et ventes temporaires;

EN CONSÉQUENCE,

19-04-101

Il est proposé par madame la conseillère Nicole Ste-Marie

Et résolu à l'unanimité des membres du Conseil

D'autoriser une vente de garage sur le territoire de la municipalité de Saint-Urbain-Premier le 18,19 et 20 mai 2019.

ADOPTÉ

20.2 Tonte de gazon

Monsieur le maire Réjean Beaulieu et monsieur le directeur général Michel Morneau expliquent le détail du contrat gré à gré avec le fournisseur 9176-8093 Québec inc.

21. Deuxième période de questions du public

Une citoyenne questionne les élus sur le service Taxibus et la possibilité de lier ce service avec la maison des jeunes l'Entracte afin de déplacer les jeunes vers le local.

Un citoyen demande qui va payer pour le changement des pompes au poste de pompage pp-4 (Forgeron)

27. Levée de la séance

Tous les sujets à l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 21h44.

Réjean Beaulieu, maire

Michel Morneau directeur général et
secrétaire-trésorier